

Figure 10.2-1 : Nombre d'instances de concertation en matière d'hygiène, sécurité et conditions de travail dans les ministères (1) en 2011

Ministères	CHSCT locaux	CHSCT spéciaux
Affaires étrangères et européennes	0	11
Agriculture et Pêche	142	204
Ministères économique et financier	102	26
Culture et Communication	26	63
Défense	481	0
Écologie, Energie, Développement durable et Aménagement du territoire	51	35
<i>Aviation civile</i>	0	28
<i>Autre</i>	51	7
Ministères de l'enseignement	282	15
<i>Éducation nationale</i>	130	14
<i>Enseignement supérieur et Recherche</i>	152	1
Intérieur, Outre-Mer et Collectivités territoriales	244	1
<i>Police</i>	99	1
<i>Autre</i>	145	0
Justice	130	114
Ministères sociaux	57	8
<i>Santé, Jeunesse, Sports et Vie associative</i>	31	0
<i>Travail, Relations sociales, Famille et Solidarité</i>	26	8
Services du Premier ministre	NR	0
Total	1515	491

Source : Bilan de l'application des dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité du travail et à la médecine du travail dans la fonction publique de l'État en 2011, DGAFP, bureau des politiques sociales, de la santé, et de la sécurité au travail.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

Note : CHSCT : Comité hygiène, sécurité et conditions de travail.

(1) Les CHSCT centraux ou ministériels qui existent dans chaque ministère ne sont pas comptabilisés ici.

Figure 10.2-2 : Nombre d'acteurs en hygiène, sécurité et conditions de travail par ministère au 31 décembre 2011

	Inspecteurs santé et sécurité au travail (ISST)		Assistants et conseillers de prévention		Médecins de prévention	
	Effectif physique	Ratio pour 10 000 agents du ministère	Effectif physique	Ratio pour 10 000 agents du ministère	Effectif en équivalent temps plein	Ratio pour 10 000 agents du ministère
Affaires étrangères et européennes	2	5	1	2	3	8
Alimentation, Agriculture et Pêche	7	2	550	127	1	0
Ministères économique et financier	17	1	328	15	90	4
Culture et Communication	5	2	300	263	8	3
Défense	22	1	1815	60	19	1
Écologie, Energie, Développement durable et Mer	11	1	257	66	33	5
<i>Aviation civile</i>	<i>non concerné</i>	-	61	37	12	-
<i>Autre</i>	-	-	196	29	31	-
Ministères de l'enseignement	39	0	12612	104	-	2
<i>Éducation nationale</i>	30	0	7750	-	63	-
<i>Enseignement supérieur et Recherche (1)</i>	9	0	4811	-	116	-
<i>Administration centrale</i>	-	-	51	-	2	-
Immigration, Intégration, Identité nationale et Développement solidaire	-	-	-	-	-	-
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	19	1	-	60	64	4
Justice et Libertés	8	1	1101	144	32	4
Ministères sociaux						
<i>Santé et Sports</i>	4	1	27	13	6	3
<i>Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville</i>	4	2	55	26	-	-
Services du Premier ministre	1	0	6	3	1	1
Total	141	1	18257	80	448	2

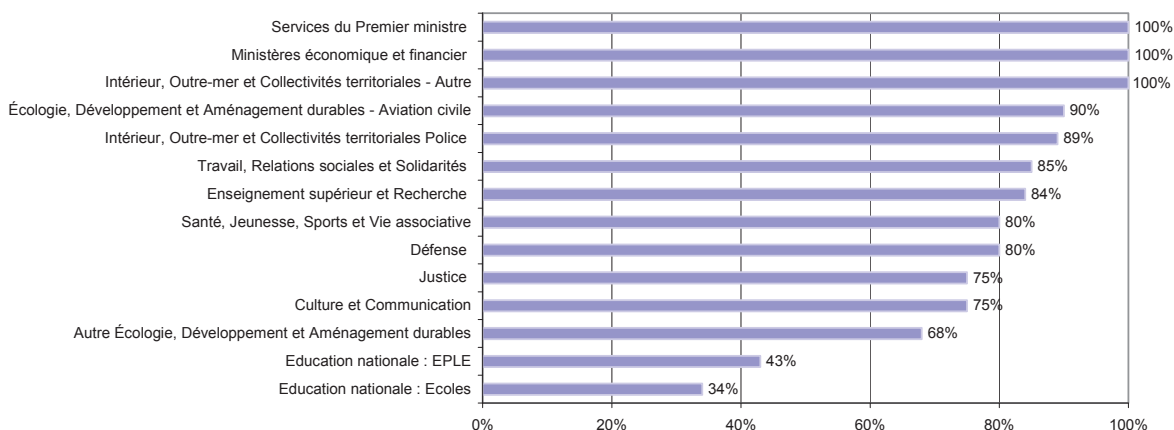
Source : Bilan de l'application des dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité du travail et à la médecine du travail dans la fonction publique de l'État en 2011, DGAFP, bureau des politiques sociales, de la santé et de la sécurité au travail.

Champ : France entière, Salariés à l'étranger et dans les COM non couverts.

Note : Tous les services n'ont pas pu être couverts. De plus, les établissements publics rattachés aux ministères ne sont pas systématiquement compris.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

(1) Champ partiel : l'ensemble des universités n'a pas répondu à l'enquête.

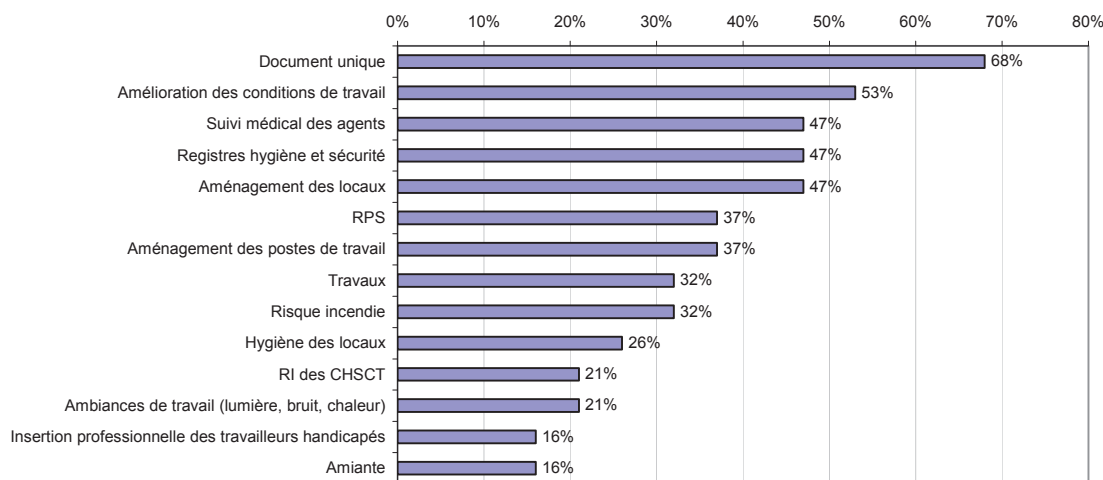
Figure 10.2-3 : Part des structures ayant réalisé le document unique dans chaque ministère (1) en 2011

Source : Bilan de l'application des dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité du travail et à la médecine du travail dans la fonction publique de l'État en 2011, DGAFP, bureau des politiques sociales, de la santé et de la sécurité au travail.

Note : Tous les services n'ont pas pu être couverts. De plus, les établissements publics rattachés aux ministères ne sont pas systématiquement compris.

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

(1) Seuls figurent dans ce graphique les ministères qui ont répondu au volet correspondant de l'enquête.

Figure 10.2-4 : Sujets les plus abordés (1) dans les CHSCT ministériels (2) en 2011

Source : Bilan de l'application des dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité du travail et à la médecine du travail dans la fonction publique de l'État en 2011, DGAFP, bureau des politiques sociales, de la santé et de la sécurité au travail.

Note : Tous les services n'ont pas pu être couverts. De plus, les établissements publics rattachés aux ministères ne sont pas systématiquement compris.

(1) Pourcentage des ministères ayant déclaré ce thème classé parmi les dix premiers abordés en 2011.

(2) CHSCT : comité hygiène, sécurité et conditions de travail.

Figure 10.3-1 : Situation familiale des individus selon le type d'employeur.

(en %)

	Ensemble	3FP	FPE	FPT	FPH	Privé ⁽²⁾	Actif sans emploi ou inactif
Vit en couple ⁽¹⁾	63,6	69,2	70,1	68,4	68,7	69,2	57,2
dont:							
Sans enfant	35,3	25,8	25,6	26,0	25,9	26,3	46,0
Famille traditionnelle ⁽³⁾	25,1	38,9	40,3	37,6	37,9	38,1	9,7
Famille recomposée ⁽³⁾	3,3	4,5	4,2	4,9	4,8	4,9	1,5
Ne vit pas en couple	36,4	30,8	29,9	31,6	31,3	30,8	42,8
dont:							
Sans enfant	32,2	23,5	23,8	23,4	23,1	25,8	40,3
Famille monoparentale	4,2	7,2	6,1	8,2	8,3	5,0	2,6

Source : Insee, enquête Famille et logement 2011. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires, individus âgés de 18 ans ou plus.